

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 27 JUIN 2022**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
16	0	0
OBJET DE LA DECISION N° 22/370 PLAN DE SOLIDARITE TERRITORIALE DE LA METROPOLE TPM - INSERTION PROFESSIONNELLE DES PUBLICS EN DIFFICULTES - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION GLOBALE DE 147 000 EUROS AU BENEFICE DE 8 ASSOCIATIONS - ANNEE 2022 - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Ange MUSSO, M. Hubert FALCO, M. Robert BENEVENTI, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Christian SIMON, M. Robert CAVANNA, M. Gilles VINCENT, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Francis ROUX, Mme Nathalie BICAIS, M. Thierry ALBERTINI, M. Jean-Louis MASSON, M. Jean-Pierre COLIN, M. Arnaud LATIL, M. Yannick CHENEVARD.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 22/370

BUREAU DU 27 JUIN 2022

**O B J E T : PLAN DE SOLIDARITE TERRITORIALE DE LA
METROPOLE TPM - INSERTION PROFESSIONNELLE
DES PUBLICS EN DIFFICULTES - ATTRIBUTION D'UNE
SUBVENTION GLOBALE DE 147 000 EUROS AU
BENEFICE DE 8 ASSOCIATIONS - ANNEE 2022 -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté (dite « Plan Pauvreté »), présentée par le Président de la République le 13 septembre 2018,

VU la convention d'appui au plan de solidarité territoriale de la Métropole avec l'Etat pour les années 2020,2021 et 2022, et notamment l'action 2.1 « TPM : une Métropole en convergence »,

VU la décision n°369 du bureau du 27 juin concernant l'avenant n°3 à la convention contre la pauvreté et d'accès à l'emploi – plan de solidarité territoriale de la Métropole TPM,

VU les projets de convention annexées,

CONSIDERANT que dans le cadre de ses compétences en matière de politique de la ville, d'insertion, d'emploi, d'aide aux jeunes, de fonds de solidarité logement et de lutte contre la pauvreté, la Métropole Toulon Provence Méditerranée met en place des actions de soutien auprès du secteur associatif et mène des actions en direction des publics les plus fragiles,

CONSIDERANT que le plan pauvreté, mis en œuvre par l'Etat en 2018, a notamment pour but de « garantir sur l'ensemble du territoire l'accès effectif de tous aux droits fondamentaux dans les domaines de l'emploi, du logement, de la protection de la santé, de la justice, de l'éducation, de la formation et de la culture, de la protection de la famille et de l'enfance »,

CONSIDERANT que la Loi NOTRe organisant notamment les compétences des Métropoles, il est indispensable d'initier un pilotage conduit à partir des territoires, pour une complémentarité et une efficacité de mise en œuvre de la déclinaison territoriale de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté,

CONSIDERANT que l'Etat entend déployer sur le territoire métropolitain le plan pauvreté par un soutien financier à la Métropole TPM d'un montant prévisionnel en 2022 de 375 000 €, dont 147 000 € pour les actions citées dans l'article 2,

CONSIDERANT que la Métropole TPM, en accord avec l'Etat, retient trois thématiques, dans le cadre du Plan pauvreté mis en œuvre par l'Etat :

- La lutte contre la précarité des étudiants et des jeunes – aide alimentaire,
- L'insertion socio-professionnelle des publics en difficulté,
- La sécurisation du parcours résidentiel,

CONSIDERANT que l'ensemble des actions proposées par les associations du territoire portant des Ateliers et Chantiers d'Insertion (A.C.I) concourent à soutenir l'action de la Métropole en matière d'insertion Socio-professionnelle des publics en difficulté par la mise en place de projets permettant un accompagnement renforcé, à visée de retour ou de maintien dans l'emploi,

CONSIDERANT que l'inclusion sociale et professionnelle passent également par l'accès aux droits et à la santé, et que cet accompagnement en matière de soins et de prévention permet aux personnes de retrouver un état de santé stabilisé permettant de se maintenir en hébergement ou en logement, et de commencer à élaborer des projets de vie,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'APPROUVER les termes des conventions ci-annexées et **D'AUTORISER** Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer ces conventions.

ARTICLE 2

D'ATTRIBUER une subvention globale de 147 000 € pour l'année 2022 dans le cadre du Plan de Solidarité territoriale de la Métropole TPM, ventilée de la manière suivante :

Nom de l'association	Intitulé de l'action	Subvention Métropole
ALADIN	« De la tête aux pieds... » Promouvoir et rendre accessible à toutes et à tous des pratiques relevant du bien-être et de prévention à la santé.	12 000 €
ASSOCIATION DE PREVENTION SPECIALISEE (APS)	Accompagnement renforcé des salariés les plus vulnérables et éloignés de l'emploi durant le parcours SIAE	20 000 €
ASSOCIATION SAUVEGARDE DES FORETS VAROISES (ASDFV)	Accompagnement renforcé pour les publics très éloignés de l'emploi	20 000 €
ASSOCIATION VAROISE D'ACCUEIL FAMILIAL (AVAF)	Accompagnement renforcé des publics très éloignés de l'emploi ACI Chantier d'insertion	20 000 €
EN CHEMIN	Accompagnement socio-professionnel renforcé du territoire MTPM	20 000 €
FAIRE ROUTE AVEC TOI (FRAT)	Accompagnement collectif sous forme d'ateliers, à destination d'un public très éloigné de l'emploi de la Métropole TPM	20 000 €
PROMO SOINS	Action médico-sociale - Espace Santé Mirabeau	15 000 €
TREMPLIN	Accompagnement socio-professionnel renforcé des publics très éloignés de l'emploi sans logement ou en logement précaire	20 000 €
TOTAL GENERAL		147 000 €

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits sont inscrits sur le Budget Principal 2022 article 65748 opération 5215.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

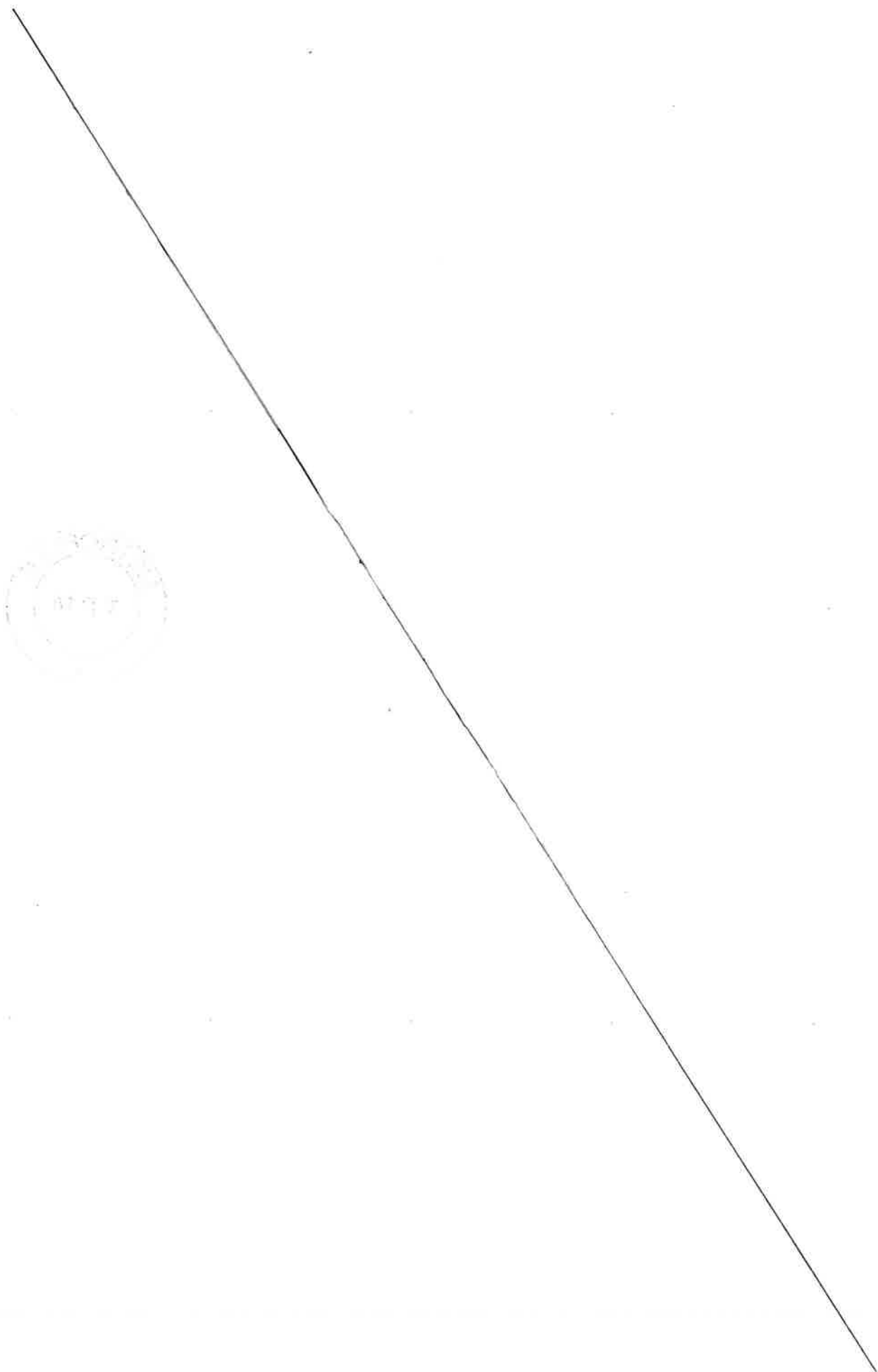
Fait à Toulon, le 27 juin 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre

POUR	16
CONTRE	0
ABSTENTION	0





CONVENTION D'APPUI A LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET L'ACCES A L'EMPLOI ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET L'ASSOCIATION ALADIN

Prise en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 et du décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 relatifs à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques.

ENTRE

La Métropole « Toulon Provence Méditerranée », ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, CS30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, **Monsieur Hubert FALCO** agissant en vertu de la Décision n°22/ du Bureau Métropolitain en date du 2022,

ci-après désignée *la Métropole*,

D'une part,

ET

L'Association ALADIN, ayant son siège social, 16, Rue Laindet Lalonde – 83000 TOULON, représentée par **Madame Marjorie DUBREUCQ**, en qualité de Présidente,

ci-après désignée *l'Association ALADIN*,

D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté annoncée le 13 septembre 2018 par le Président de la République entend s'attaquer tout particulièrement à l'émergence de la pauvreté dès les premières années de la vie, garantir au quotidien les droits fondamentaux des enfants, assurer à tous les jeunes un parcours de formation leur permettant d'acquérir des compétences et de prendre leur indépendance, rendre les droits sociaux plus accessibles, plus équitables et plus incitatifs à l'activité et investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi.

Loin de se réduire à une logique de soutien aux revenus, notamment par le moyen des prestations sociales, la lutte contre la pauvreté vise « à garantir sur l'ensemble du territoire l'accès effectif de tous aux droits fondamentaux dans les domaines de l'emploi, du logement, de la protection de la santé, de la justice, de l'éducation, de la formation et de la culture, de la protection de la famille et de l'enfance ».

Pour atteindre ces objectifs, la mobilisation des acteurs de terrain est indispensable car eux seuls disposent de la connaissance des réalités locales, auxquelles les mesures et ambitions nationales doivent être ajustées. Le succès de la stratégie nationale repose sur un pilotage conduit à partir des territoires, en particulier des métropoles, désormais dotées de compétences sociales depuis la mise en œuvre de la loi NOTRe. L'ensemble des politiques publiques portées par les départements, les métropoles, l'Etat et leurs partenaires doivent ainsi s'articuler pleinement et concourir 2 à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion : hébergement d'urgence, emploi, formation, éducation, accès aux soins... Elles visent ainsi à redonner des opportunités à l'ensemble des personnes en situation d'exclusion sociale, au-delà de la seule insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires du revenu de solidarité active.

Dans le cadre de l'animation de ses politiques publiques en matière d'aide à l'emploi des habitants les plus fragiles, la Métropole peut apporter son concours à des associations œuvrant dans le champ de l'insertion socio-économique.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

L'Association **ALADIN** met en œuvre auprès d'un public très éloigné de l'emploi cumulant de nombreuses problématiques et freins dans la reprise d'une activité professionnelle, des actions d'insertion, à travers des chantiers d'insertion.

Dans le cadre de sa compétence politique de la ville, la Métropole favorise les actions d'insertion par le soutien à des projets thématiques intéressant des publics en grande difficulté.

Le projet de l'Association **ALADIN** porte sur la mise en œuvre de parcours d'insertion socioprofessionnel pour des publics très éloignés de l'emploi en précarité de logement en les faisant participer à des ateliers spécifiques durant le parcours d'insertion puis en sécurisant les personnes dans l'emploi à l'issue du parcours en chantier.

Compte tenu de l'intérêt de ce projet, la Métropole s'engage à soutenir financièrement l'action de l'Association **ALADIN**.

La présente convention vise à fixer les modalités de ce soutien et à définir des priorités conjointes s'inscrivant dans le cadre de la stratégie territoriale de prévention et de lutte contre la pauvreté, déclinées sous la forme d'engagements réciproques assortis d'objectifs mesurables et d'indicateurs de résultats.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DE L'ASSOCIATION ALADIN

L'Association **ALADIN** s'engage à mettre en œuvre son programme d'activités 2022 et à informer Toulon Provence Méditerranée de ses réalisations et de ses projets.

Objet de l'action :

Dans le cadre de la déclinaison du Plan de Solidarité Territoriale de TPM, l'association **ALADIN** propose des actions d'accompagnement renforcé des publics très éloignés de l'emploi par le biais d'un suivi individualisé et global ainsi que la mise en place d'ateliers thématiques spécifiques.

Enjeux 2022 :

L'Association **ALADIN** met en place un accompagnement socio professionnel des publics très éloignés de l'emploi ainsi que des ateliers spécifiques aux salariés les plus en difficulté bénéficiaires de l'action.

ARTICLE 3 ÉVALUATION DE L'ACTION :

L'Association **ALADIN** s'engage à procéder à la fin de l'année en cours à une évaluation de l'action sur des critères à la fois quantitatifs, qualitatifs et financiers.

L'évaluation de l'action se fera obligatoirement par la communication des informations relatives aux indicateurs suivants :

- Le public bénéficiaire de l'action (le nombre, les caractéristiques) à l'entrée, dont les personnes issues de QPV.
- Le nombre et la nature des ateliers collectifs.
- La situation du public à la sortie (emploi, logement), dont les personnes issues de QPV.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENT DE REFERENCE DE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

En vertu de la décision n° 22/ du Bureau Métropolitain en date du 2022, la Métropole s'engage à soutenir financièrement l'Association **ALADIN** au cours de l'exercice 2022 par le versement d'une subvention d'un montant de **12 000 €** .
Cette subvention a pour objet d'accompagner l'Association **ALADIN** dans la réalisation de son projet.

ARTICLE 5 : DUREE

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

D'une façon générale, la Métropole s'engage à communiquer à l'Association **ALADIN** tous les éléments administratifs et financiers nécessaires pour remplir ses missions.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

L'Association s'engage :

- à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité afin que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée. Elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,
- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents,
- à ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- à valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- à faciliter le contrôle, par les services de la Métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,

- à fournir à MTPM un bilan prévu à l'article 2, attestant notamment de la réalisation du plan de financement, ainsi que le bilan financier et le compte de résultat de la structure.

Dans le cadre de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, un contrôle sur place peut être réalisé par l'administration.

L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Le respect des présentes prescriptions est impératif. A défaut, la Métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le versement des acomptes versés.

ARTICLE 8 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION PAR LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le montant de la subvention est arrêté à **12 000 €** (douze mille euros). Il est imputé sur le budget métropolitain de l'exercice 2022.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales, et selon les modalités suivantes :

- L'acompte d'un montant de **9 600 €**, dès que la présente convention aura acquis un caractère exécutoire.

- Le solde, soit **2 400 €** sur présentation d'un bilan intermédiaire quantitatif, qualitatif et financier au 31 décembre 2022.

Le montant de la subvention est crédité, selon les modalités ci-dessus, sur le compte ouvert au nom de l'Association **ALADIN** par virement bancaire.

ARTICLE 9 : LES MODIFICATIONS A LA CONVENTION

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 10 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de sa destination du financement mis à disposition sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis ni indemnité sur simple lettre de la Métropole.

La présente convention pourra en outre être dénoncée à la demande d'une des parties signataires, par lettre recommandée, moyennant un préavis de six mois à compter de la notification.

ARTICLE 11 : REVERSEMENT DE TOUT OU PARTIE DE LA SUBVENTION

En cas de non-respect par l'Association **ALADIN** de ses engagements, ou en cas de résiliation intervenant dans l'un des cas fixés par l'article précédent, l'Association reversera à la Métropole les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande, sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'actions relevant de la compétence développement économique.

Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande, aux membres de la commission développement économique, et si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution. Les durées de conservation en matière de mandatement correspondent aux obligations légales en vigueur pour les questions de comptabilité publique.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant. Ce droit peut être exercé à tout moment directement : - Par courriel : donnees_personnelles@metropoletpm.fr - Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9 Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi. En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une

réclamation auprès de la CNIL : - Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes> - Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 - 75334 Paris Cedex07

ARTICLE 13 : LITIGES

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 14 : LA LEGALITE DE LA CONVENTION ET SA NOTIFICATION

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à l'association.

Fait en deux exemplaires à Toulon, le

L'Association
ALADIN

La Présidente,
Marjorie DUBREUCQ

La Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Le Président,
Hubert FALCO

**CONVENTION D'APPUI A LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET L'ACCES A L'EMPLOI
ENTRE LA METROPOLE « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE » ET L'ASSOCIATION DE
PREVENTION SPECIALISEE**

Prise en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 et du décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 relatifs à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques.

ENTRE

La Métropole « Toulon Provence Méditerranée », ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, CS30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, **Monsieur Hubert FALCO** agissant en vertu de la Décision n°22/ du Bureau Métropolitain en date du 2022,

ci-après désignée *la Métropole*,

D'une part,

ET

L'Association de Prévention Spécialisée, ayant son siège social, 11, Boulevard Pasteur – 83400 Hyères, représentée par **Monsieur Vincent TESSERAU**, en qualité de Président.

ci-après désignée *l'Association APS*,

D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté annoncée le 13 septembre 2018 par le Président de la République entend s'attaquer tout particulièrement à l'émergence de la pauvreté dès les premières années de la vie, garantir au quotidien les droits fondamentaux des enfants, assurer à tous les jeunes un parcours de formation leur permettant d'acquérir des compétences et de prendre leur indépendance, rendre les droits sociaux plus accessibles, plus équitables et plus incitatifs à l'activité et investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi.

Loin de se réduire à une logique de soutien aux revenus, notamment par le moyen des prestations sociales, la lutte contre la pauvreté vise « à garantir sur l'ensemble du territoire l'accès effectif de tous aux droits fondamentaux dans les domaines de l'emploi, du logement, de la protection de la santé, de la justice, de l'éducation, de la formation et de la culture, de la protection de la famille et de l'enfance ».

Pour atteindre ces objectifs, la mobilisation des acteurs de terrain est indispensable car eux seuls disposent de la connaissance des réalités locales, auxquelles les mesures et ambitions nationales doivent être ajustées. Le succès de la stratégie nationale repose sur un pilotage conduit à partir des territoires, en particulier des métropoles, désormais dotées de compétences sociales depuis la mise en œuvre de la loi NOTRe. L'ensemble des politiques publiques portées par les départements, les métropoles, l'Etat et leurs partenaires doivent ainsi s'articuler pleinement et concourir à la lutte contre la pauvreté

et l'exclusion : hébergement d'urgence, emploi, formation, éducation, accès aux soins... Elles visent ainsi à redonner des opportunités à l'ensemble des personnes en situation d'exclusion sociale, au-delà de la seule insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires du revenu de solidarité active.

Dans le cadre de l'animation de ses politiques publiques en matière d'aide à l'emploi des habitants les plus fragiles, la Métropole peut apporter son concours à des associations œuvrant dans le champ de l'insertion socio-économique.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

L'Association APS met en œuvre auprès d'un public très éloigné de l'emploi cumulant de nombreuses problématiques et freins dans la reprise d'une activité professionnelle, des actions d'insertion, à travers des chantiers d'insertion.

Dans le cadre de sa compétence politique de la ville, la Métropole favorise les actions d'insertion par le soutien à des projets thématiques intéressant des publics en grande difficulté.

Le projet de l'Association **APS** porte sur la mise en œuvre de parcours d'insertion socioprofessionnel pour des publics très éloignés de l'emploi en précarité de logement en les faisant participer à des ateliers spécifiques durant le parcours d'insertion puis en sécurisant les personnes dans l'emploi à l'issue du parcours en chantier.

Compte tenu de l'intérêt de ce projet, la Métropole s'engage à soutenir financièrement l'action de l'Association **APS**.

La présente convention vise à fixer les modalités de ce soutien et à définir des priorités conjointes s'inscrivant dans le cadre de la stratégie territoriale de prévention et de lutte contre la pauvreté, déclinées sous la forme d'engagements réciproques assortis d'objectifs mesurables et d'indicateurs de résultats.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DE L'ASSOCIATION APS

L'Association **APS** s'engage à mettre en œuvre son programme d'activités 2022 et à informer Toulon Provence Méditerranée de ses réalisations et de ses projets.

Objet de l'action :

Dans le cadre de la déclinaison du Plan de Solidarité Territoriale de TPM, l'association **APS** propose des actions d'accompagnement renforcé des publics très éloignés de l'emploi par le biais d'un suivi individualisé et global ainsi que la mise en place d'ateliers thématiques spécifiques.

Enjeux 2022 :

L'Association **APS** met en place un accompagnement socio professionnel des publics très éloignés de l'emploi ainsi que des ateliers spécifiques aux salariés les plus en difficulté bénéficiaires de l'action.

ARTICLE 3 ÉVALUATION DE L'ACTION :

L'Association **APS** s'engage à procéder à la fin de l'année en cours à une évaluation de l'action sur des critères à la fois quantitatifs, qualitatifs et financiers.

L'évaluation de l'action se fera obligatoirement par la communication des informations relatives aux indicateurs suivants :

- Le public bénéficiaire de l'action (le nombre, les caractéristiques), à l'entrée, dont les personnes issues de QPV.
- Le nombre et la nature des ateliers collectifs.
- La situation du public à la sortie (emploi, logement), dont les personnes issues de QPV.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENT DE REFERENCE DE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

En vertu de la décision n° 22/ du Bureau Métropolitain en date du 2022, la Métropole s'engage à soutenir financièrement l'Association **APS** au cours de l'exercice 2022 par le versement d'une subvention d'un montant de **20 000 €** .

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'Association **APS** dans la réalisation de son projet.

ARTICLE 5 : DUREE

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

D'une façon générale, la Métropole s'engage à communiquer à l'Association **APS** tous les éléments administratifs et financiers nécessaires pour remplir ses missions.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

L'Association s'engage :

- à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité afin que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée. Elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,
- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents,
- à ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- à valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- à faciliter le contrôle, par les services de la Métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,

- à fournir à MTPM un bilan prévu à l'article 2, attestant notamment de la réalisation du plan de financement, ainsi que le bilan financier et le compte de résultat de la structure.

Dans le cadre de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, un contrôle sur place peut être réalisé par l'administration.

L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Le respect des présentes prescriptions est impératif. A défaut, la Métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le versement des acomptes versés.

ARTICLE 8 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION PAR LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le montant de la subvention est arrêté à **20 000 €** (vingt mille euros). Il est imputé sur le budget métropolitain de l'exercice 2022.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales, et selon les modalités suivantes :

- L'acompte d'un montant de **16 000 €**, dès que la présente convention aura acquis un caractère exécutoire.

- Le solde, soit **4 000 €** sur présentation d'un bilan intermédiaire quantitatif, qualitatif et financier au 31 Décembre 2022.

Le montant de la subvention est crédité, selon les modalités ci-dessus, sur le compte ouvert au nom de l'Association **APS** par virement bancaire.

ARTICLE 9 : LES MODIFICATIONS A LA CONVENTION

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 10 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de sa destination du financement mis à disposition sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis ni indemnité sur simple lettre de la Métropole.

La présente convention pourra en outre être dénoncée à la demande d'une des parties signataires, par lettre recommandée, moyennant un préavis de six mois à compter de la notification.

ARTICLE 11 : REVERSEMENT DE TOUT OU PARTIE DE LA SUBVENTION

En cas de non-respect par l'Association **APS** de ses engagements, ou en cas de résiliation intervenant dans l'un des cas fixés par l'article précédent, l'Association reversera à la Métropole les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande, sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'actions relevant de la compétence développement économique.

Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande, aux membres de la commission développement économique, et si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution. Les durées de conservation en matière de mandatement correspondent aux obligations légales en vigueur pour les questions de comptabilité publique.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant. Ce droit peut être exercé à tout moment directement : - Par courriel : donnees_personnelles@metropoletpm.fr - Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9 Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi. En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL : - Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes> - Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 - 75334 Paris Cedex 07

ARTICLE 13 : LITIGES

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 14 : LA LEGALITE DE LA CONVENTION ET SA NOTIFICATION

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à l'association.

Fait en deux exemplaires à Toulon, le

L'Association
APS

Le Président,
Vincent TESSEREAU

La Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Le Président,
Hubert FALCO

CONVENTION D'APPUI A LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET L'ACCES A L'EMPLOI ENTRE LA METROPOLE « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE » ET L'ASSOCIATION SAUVEGARDE DES FORÊTS VAROISES

Prise en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 et du décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 relatifs à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques.

ENTRE

La Métropole « Toulon Provence Méditerranée », ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, CS30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, **Monsieur Hubert FALCO** agissant en vertu de la **Décision n°22/** du Bureau Métropolitain en date du 27 juin 2022 ,

ci-après désignée *la Métropole*,

D'une part,

ET

L'Association Sauvegarde des Forêts Varoises, ayant son siège social, 363, Chemin de l'Estandi - Giens – 83400 Hyères, représentée par **Monsieur Patrick DESPINOY** en qualité de Président,

ci-après désignée *l'Association ASDFV*,

D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté annoncée le 13 septembre 2018 par le Président de la République entend s'attaquer tout particulièrement à l'émergence de la pauvreté dès les premières années de la vie, garantir au quotidien les droits fondamentaux des enfants, assurer à tous les jeunes un parcours de formation leur permettant d'acquérir des compétences et de prendre leur indépendance, rendre les droits sociaux plus accessibles, plus équitables et plus incitatifs à l'activité et investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi.

Loin de se réduire à une logique de soutien aux revenus, notamment par le moyen des prestations sociales, la lutte contre la pauvreté vise « à garantir sur l'ensemble du territoire l'accès effectif de tous aux droits fondamentaux dans les domaines de l'emploi, du logement, de la protection de la santé, de la justice, de l'éducation, de la formation et de la culture, de la protection de la famille et de l'enfance ».

Pour atteindre ces objectifs, la mobilisation des acteurs de terrain est indispensable car eux seuls disposent de la connaissance des réalités locales, auxquelles les mesures et ambitions nationales doivent être ajustées. Le succès de la stratégie nationale repose sur un pilotage conduit à partir des territoires, en particulier des métropoles, désormais dotées de compétences sociales depuis la mise en œuvre de la loi NOTRe. L'ensemble des

politiques publiques portées par les départements, les métropoles, l'Etat et leurs partenaires doivent ainsi s'articuler pleinement et concourir 2 à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion : hébergement d'urgence, emploi, formation, éducation, accès aux soins... Elles visent ainsi à redonner des opportunités à l'ensemble des personnes en situation d'exclusion sociale, au-delà de la seule insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires du revenu de solidarité active.

Dans le cadre de l'animation de ses politiques publiques en matière d'aide à l'emploi des habitants les plus fragiles, la Métropole peut apporter son concours à des associations œuvrant dans le champ de l'insertion socio-économique.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

L'Association **ASDFV** met en œuvre auprès d'un public très éloigné de l'emploi cumulant de nombreuses problématiques et freins dans la reprise d'une activité professionnelle, des actions d'insertion, à travers des chantiers d'insertion.

Dans le cadre de sa compétence politique de la ville, la Métropole favorise les actions d'insertion par le soutien à des projets thématiques intéressant des publics en grande difficulté.

Le projet de l'Association **ASDFV** porte sur la mise en œuvre de parcours d'insertion socioprofessionnel pour des publics très éloignés de l'emploi en précarité de logement en les faisant participer à des ateliers spécifiques durant le parcours d'insertion puis en sécurisant les personnes dans l'emploi à l'issue du parcours en chantier.

Compte tenu de l'intérêt de ce projet, la Métropole s'engage à soutenir financièrement l'action de l'Association **ASDFV**.

La présente convention vise à fixer les modalités de ce soutien et à définir des priorités conjointes s'inscrivant dans le cadre de la stratégie territoriale de prévention et de lutte contre la pauvreté, déclinées sous la forme d'engagements réciproques assortis d'objectifs mesurables et d'indicateurs de résultats.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DE L'ASSOCIATION ASDFV

L'Association **ASDFV** s'engage à mettre en œuvre son programme d'activités 2022 et à informer Toulon Provence Méditerranée de ses réalisations et de ses projets.

Objet de l'action :

Dans le cadre de la déclinaison du Plan de Solidarité Territoriale de TPM, l'association **ASDFV** propose des actions d'accompagnement renforcé des publics très éloignés de l'emploi par le biais d'un suivi individualisé et global ainsi que la mise en place d'ateliers thématiques spécifiques.

Enjeux 2022 :

L'Association **ASDFV** met en place un accompagnement socio professionnel des publics très éloignés de l'emploi ainsi que des ateliers spécifiques aux salariés les plus en difficulté bénéficiaires de l'action.

ARTICLE 3 ÉVALUATION DE L'ACTION :

L'Association **ASDFV** s'engage à procéder à la fin de l'année en cours à une évaluation de l'action sur des critères à la fois quantitatifs, qualitatifs et financiers.

L'évaluation de l'action se fera obligatoirement par la communication des informations relatives aux indicateurs suivants :

- Le public bénéficiaire de l'action (le nombre, les caractéristiques) à l'entrée, dont les personnes issues de QPV.
- Le nombre et la nature des ateliers collectifs.
- La situation du public à la sortie (emploi, logement), dont les personnes issues de QPV.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENT DE REFERENCE DE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

En vertu de la décision du Bureau Métropolitain n° 22/ en date 27 juin 2022, la Métropole s'engage à soutenir financièrement l'Association **ASDFV** au cours de l'exercice 2022 par le versement d'une subvention d'un montant de **20 000 €**.

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'Association **ASDFV** dans la réalisation de son projet.

ARTICLE 5 : DUREE

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

D'une façon générale, la Métropole s'engage à communiquer à l'Association **ASDFV** tous les éléments administratifs et financiers nécessaires pour remplir ses missions.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

L'Association s'engage :

- à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité afin que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée. Elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,

- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions du règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents,
- à ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- à valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- à faciliter le contrôle, par les services de la Métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,
- à fournir à MTPM un bilan prévu à l'article 2, attestant notamment de la réalisation du plan de financement, ainsi que le bilan financier et le compte de résultat de la structure.

Dans le cadre de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, un contrôle sur place peut être réalisé par l'administration.

L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Le respect des présentes prescriptions est impératif. A défaut, la Métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le versement des acomptes versés.

ARTICLE 8 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION PAR LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le montant de la subvention est arrêté à **20 000 €** (vingt mille euros). Il est imputé sur le budget métropolitain de l'exercice 2022.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales, et selon les modalités suivantes :

- L'acompte d'un montant de **16 000 €**, dès que la présente convention aura acquis un caractère exécutoire.
- Le solde, soit **4 000 €** sur présentation d'un bilan intermédiaire quantitatif, qualitatif et financier au 31 Décembre 2022.

Le montant de la subvention est crédité, selon les modalités ci-dessus, sur le compte ouvert au nom de l'Association **ASDFV** par virement bancaire.

ARTICLE 9 : LES MODIFICATIONS A LA CONVENTION

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 10 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de sa destination du financement mis à disposition sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis ni indemnité sur simple lettre de la Métropole.

La présente convention pourra en outre être dénoncée à la demande d'une des parties signataires, par lettre recommandée, moyennant un préavis de six mois à compter de la notification.

ARTICLE 11 : REVERSEMENT DE TOUT OU PARTIE DE LA SUBVENTION

En cas de non-respect par l'Association **ASDFV** de ses engagements, ou en cas de résiliation intervenant dans l'un des cas fixés par l'article précédent, l'Association reversera à la Métropole les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande, sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'actions relevant de la compétence développement économique.

Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande, aux membres de la commission développement économique, et si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution. Les durées de conservation en matière de mandatement correspondent aux obligations légales en vigueur pour les questions de comptabilité publique.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant. Ce droit peut être exercé à tout moment directement : - Par courriel : donnees_personnelles@metropoletpm.fr - Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9 Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi. En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL : - Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes> - Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 - 75334 Paris Cedex07

ARTICLE 13 : LITIGES

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 14 : LA LEGALITE DE LA CONVENTION ET SA NOTIFICATION

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à l'association.

Fait en deux exemplaires à Toulon, le

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Hubert FALCO

Le Président de l'Association
ASDFV

Patrick DESPINOY

**CONVENTION D'APPUI A LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET L'ACCES A L'EMPLOI ENTRE LA
METROPOLE « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE » ET L'ASSOCIATION VAROISE D'ACCUEIL
FAMILIAL (AVAF)**

Prise en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 et du décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 relatifs à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques.

ENTRE

La Métropole « Toulon Provence Méditerranée », ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, CS30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, **Monsieur Hubert FALCO** agissant en vertu de la Décision n°22/ du Bureau Métropolitain en date 27 juin 2022,

ci-après désignée *la Métropole*,

D'une part,

ET

L'Association Varoise d'Accueil Familial, ayant son siège social, 274, Avenue A. Collet – 83000 Toulon, représentée par **Madame Nathalie AUBERT**, en qualité de Présidente

ci-après désignée *l'Association AVAF*,

D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté annoncée le 13 septembre 2018 par le Président de la République entend s'attaquer tout particulièrement à l'émergence de la pauvreté dès les premières années de la vie, garantir au quotidien les droits fondamentaux des enfants, assurer à tous les jeunes un parcours de formation leur permettant d'acquérir des compétences et de prendre leur indépendance, rendre les droits sociaux plus accessibles, plus équitables et plus incitatifs à l'activité et investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi.

Loin de se réduire à une logique de soutien aux revenus, notamment par le moyen des prestations sociales, la lutte contre la pauvreté vise « à garantir sur l'ensemble du territoire l'accès effectif de tous aux droits fondamentaux dans les domaines de l'emploi, du logement, de la protection de la santé, de la justice, de l'éducation, de la formation et de la culture, de la protection de la famille et de l'enfance ».

Pour atteindre ces objectifs, la mobilisation des acteurs de terrain est indispensable car eux seuls disposent de la connaissance des réalités locales, auxquelles les mesures et ambitions nationales doivent être ajustées. Le succès de la stratégie nationale repose sur un pilotage conduit à partir des territoires, en particulier des métropoles, désormais dotées de compétences sociales depuis la mise en œuvre de la loi NOTRe. L'ensemble des

politiques publiques portées par les départements, les métropoles, l'Etat et leurs partenaires doivent ainsi s'articuler pleinement et concourir 2 à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion : hébergement d'urgence, emploi, formation, éducation, accès aux soins... Elles visent ainsi à redonner des opportunités à l'ensemble des personnes en situation d'exclusion sociale, au-delà de la seule insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires du revenu de solidarité active.

Dans le cadre de l'animation de ses politiques publiques en matière d'aide à l'emploi des habitants les plus fragiles, la Métropole peut apporter son concours à des associations œuvrant dans le champ de l'insertion socio-économique.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIV :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

L'Association **AVAF** met en œuvre auprès d'un public très éloigné de l'emploi cumulant de nombreuses problématiques et freins dans la reprise d'une activité professionnelle, des actions d'insertion, à travers des chantiers d'insertion.

Dans le cadre de sa compétence politique de la ville, la Métropole favorise les actions d'insertion par le soutien à des projets thématiques intéressant des publics en grande difficulté.

Le projet de l'Association **AVAF** porte sur la mise en œuvre de parcours d'insertion socioprofessionnel pour des publics très éloignés de l'emploi en précarité de logement en les faisant participer à des ateliers spécifiques durant le parcours d'insertion puis en sécurisant les personnes dans l'emploi à l'issue du parcours en chantier.

Compte tenu de l'intérêt de ce projet, la Métropole s'engage à soutenir financièrement l'action de l'Association **AVAF**.

La présente convention vise à fixer les modalités de ce soutien et à définir des priorités conjointes s'inscrivant dans le cadre de la stratégie territoriale de prévention et de lutte contre la pauvreté, déclinées sous la forme d'engagements réciproques assortis d'objectifs mesurables et d'indicateurs de résultats.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DE L'ASSOCIATION AVAF

L'Association **AVAF** s'engage à mettre en œuvre son programme d'activités 2022 et à informer Toulon Provence Méditerranée de ses réalisations et de ses projets.

Objet de l'action :

Dans le cadre de la déclinaison du Plan de Solidarité Territoriale de TPM, l'association **AVAF** propose des actions d'accompagnement renforcé des publics très éloignés de l'emploi par le biais d'un suivi individualisé et global ainsi que la mise en place d'ateliers thématiques spécifiques.

Enjeux 2022 :

L'Association **AVAF** met en place un accompagnement socio professionnel des publics très éloignés de l'emploi ainsi que des ateliers spécifiques aux salariés les plus en difficulté bénéficiaires de l'action.

ARTICLE 3 ÉVALUATION DE L'ACTION :

L'Association **AVAF** s'engage à procéder à la fin de l'année en cours à une évaluation de l'action sur des critères à la fois quantitatifs, qualitatifs et financiers.

L'évaluation de l'action se fera obligatoirement par la communication des informations relatives aux indicateurs suivants :

- Le public bénéficiaire de l'action (le nombre, les caractéristiques) à l'entrée, dont les personnes issues de QPV.
- Le nombre et la nature des ateliers collectifs.
- La situation du public à la sortie (emploi, logement), dont les personnes issues de QPV.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENT DE REFERENCE DE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

En vertu de la décision du Bureau Métropolitain n° 22/ en date du 27 juin 2022, la Métropole s'engage à soutenir financièrement l'Association **AVAF** au cours de l'exercice 2022 par le versement d'une subvention d'un montant de **20 000 €**.

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'Association **AVAF** dans la réalisation de son projet.

ARTICLE 5 : DUREE

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

D'une façon générale, la Métropole s'engage à communiquer à l'Association **AVAF** tous les éléments administratifs et financiers nécessaires pour remplir ses missions.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

L'Association s'engage :

- à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité afin que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée. Elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,

- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions du règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents,
- à ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- à valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- à faciliter le contrôle, par les services de la Métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,
- à fournir à MTPM un bilan prévu à l'article 2, attestant notamment de la réalisation du plan de financement, ainsi que le bilan financier et le compte de résultat de la structure.

Dans le cadre de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, un contrôle sur place peut être réalisé par l'administration.

L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Le respect des présentes prescriptions est impératif. A défaut, la Métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le versement des acomptes versés.

ARTICLE 8 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION PAR LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le montant de la subvention est arrêté à **20 000 €** (vingt mille euros). Il est imputé sur le budget métropolitain de l'exercice 2022.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales, et selon les modalités suivantes :

- L'acompte d'un montant de **16 000 €**, dès que la présente convention aura acquis un caractère exécutoire.
- Le solde, soit **4 000 €** sur présentation d'un bilan intermédiaire quantitatif, qualitatif et financier au **31 décembre 2022**.

Le montant de la subvention est crédité, selon les modalités ci-dessus, sur le compte ouvert au nom de l'Association **AVAF** par virement bancaire.

ARTICLE 9 : LES MODIFICATIONS A LA CONVENTION

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 10 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de sa destination du financement mis à disposition sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis ni indemnité sur simple lettre de la Métropole.

La présente convention pourra en outre être dénoncée à la demande d'une des parties signataires, par lettre recommandée, moyennant un préavis de six mois à compter de la notification.

ARTICLE 11 : REVERSEMENT DE TOUT OU PARTIE DE LA SUBVENTION

En cas de non-respect par l'Association **AVAF** de ses engagements, ou en cas de résiliation intervenant dans l'un des cas fixés par l'article précédent, l'Association reversera à la Métropole les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande, sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'actions relevant de la compétence développement économique.

Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande, aux membres de la commission développement économique, et si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution. Les durées de conservation en matière de mandatement correspondent aux obligations légales en vigueur pour les questions de comptabilité publique.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant. Ce droit peut être exercé à tout moment directement : - Par courriel : donnees_personnelles@metropoletpm.fr - Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9 Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi. En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL : - Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes> - Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 - 75334 Paris Cedex07

ARTICLE 13 : LITIGES

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 14 : LA LEGALITE DE LA CONVENTION ET SA NOTIFICATION

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à l'association.

Fait en deux exemplaires à Toulon, le

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Hubert FALCO

La Présidente de l'Association
Varoise d'Accueil Familial (AVAF)

Nathalie AUBERT

<p align="center">CONVENTION D'APPUI A LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET L'ACCES A L'EMPLOI ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET L'ASSOCIATION EN CHEMIN</p>
--

Prise en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 et du décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 relatifs à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques.

ENTRE

La Métropole « Toulon Provence Méditerranée », ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, CS30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, **Monsieur Hubert FALCO** agissant en vertu de la Décision n°22/ du Bureau Métropolitain en date du 2022,

ci-après désignée *la Métropole*,

D'une part,

ET

L'Association EN CHEMIN ayant son siège social, 10, Boulevard Frédéric Mistral – 83400 Hyères, représentée par **Monsieur Paul Lambert**, en qualité de Président,

ci-après désignée *l'Association EN CHEMIN*,

D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté annoncée le 13 septembre 2018 par le Président de la République entend s'attaquer tout particulièrement à l'émergence de la pauvreté dès les premières années de la vie, garantir au quotidien les droits fondamentaux des enfants, assurer à tous les jeunes un parcours de formation leur permettant d'acquérir des compétences et de prendre leur indépendance, rendre les droits sociaux plus accessibles, plus équitables et plus incitatifs à l'activité et investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi.

Loin de se réduire à une logique de soutien aux revenus, notamment par le moyen des prestations sociales, la lutte contre la pauvreté vise « à garantir sur l'ensemble du territoire l'accès effectif de tous aux droits fondamentaux dans les domaines de l'emploi, du logement, de la protection de la santé, de la justice, de l'éducation, de la formation et de la culture, de la protection de la famille et de l'enfance ».

Pour atteindre ces objectifs, la mobilisation des acteurs de terrain est indispensable car eux seuls disposent de la connaissance des réalités locales, auxquelles les mesures et ambitions nationales doivent être ajustées. Le succès de la stratégie nationale repose sur un pilotage conduit à partir des territoires, en particulier des métropoles, désormais dotées de compétences sociales depuis la mise en œuvre de la loi NOTRe. L'ensemble des politiques publiques portées par les départements, les métropoles, l'Etat et leurs partenaires doivent ainsi s'articuler pleinement et concourir 2 à la lutte contre la pauvreté

et l'exclusion : hébergement d'urgence, emploi, formation, éducation, accès aux soins... Elles visent ainsi à redonner des opportunités à l'ensemble des personnes en situation d'exclusion sociale, au-delà de la seule insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires du revenu de solidarité active.

Dans le cadre de l'animation de ses politiques publiques en matière d'aide à l'emploi des habitants les plus fragiles, la Métropole peut apporter son concours à des associations œuvrant dans le champ de l'insertion socio-économique.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

L'Association **EN CHEMIN** met en œuvre auprès d'un public très éloigné de l'emploi cumulant de nombreuses problématiques et freins dans la reprise d'une activité professionnelle, des actions d'insertion, à travers des chantiers d'insertion.

Dans le cadre de sa compétence politique de la ville, la Métropole favorise les actions d'insertion par le soutien à des projets thématiques intéressant des publics en grande difficulté.

Le projet de l'Association **EN CHEMIN** porte sur la mise en œuvre de parcours d'insertion socioprofessionnel pour des publics très éloignés de l'emploi en précarité de logement en les faisant participer à des ateliers spécifiques durant le parcours d'insertion puis en sécurisant les personnes dans l'emploi à l'issue du parcours en chantier.

Compte tenu de l'intérêt de ce projet, la Métropole s'engage à soutenir financièrement l'action de l'Association **EN CHEMIN**.

La présente convention vise à fixer les modalités de ce soutien et à définir des priorités conjointes s'inscrivant dans le cadre de la stratégie territoriale de prévention et de lutte contre la pauvreté, déclinées sous la forme d'engagements réciproques assortis d'objectifs mesurables et d'indicateurs de résultats.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DE L'ASSOCIATION EN CHEMIN

L'Association **EN CHEMIN** s'engage à mettre en œuvre son programme d'activités 2022 et à informer Toulon Provence Méditerranée de ses réalisations et de son projet.

Objet de l'action :

Dans le cadre de la déclinaison du Plan de Solidarité Territoriale de TPM, l'association **EN CHEMIN** propose des actions d'accompagnement renforcé des publics très éloignés de l'emploi par le biais d'un suivi individualisé et global ainsi que la mise en place d'ateliers thématiques spécifiques.

Enjeux 2022 :

L'Association **EN CHEMIN** met en place un accompagnement socio professionnel des publics très éloignés de l'emploi ainsi que des ateliers spécifiques aux salariés les plus en difficulté bénéficiaires de l'action.

ARTICLE 3 ÉVALUATION DE L'ACTION :

L'Association **EN CHEMIN** s'engage à procéder à la fin de l'année en cours à une évaluation de l'action sur des critères à la fois quantitatifs, qualitatifs et financiers.

L'évaluation de l'action se fera obligatoirement par la communication des informations relatives aux indicateurs suivants :

- Le public bénéficiaire de l'action (le nombre, les caractéristiques) à l'entrée, dont les personnes issues de QPV.
- Le nombre et la nature des ateliers collectifs.
- La situation du public à la sortie (emploi, logement), dont les personnes issues de QPV.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENT DE REFERENCE DE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

En vertu de la décision n° 22/ du Bureau Métropolitain en date du 2022, la Métropole s'engage à soutenir financièrement l'Association **EN CHEMIN** au cours de l'exercice 2022 par le versement d'une subvention d'un montant de **20 000 €**.

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'Association **EN CHEMIN** dans la réalisation de son projet.

ARTICLE 5 : DUREE

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

D'une façon générale, la Métropole s'engage à communiquer à l'Association **EN CHEMIN** tous les éléments administratifs et financiers nécessaires pour remplir ses missions.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

L'Association s'engage :

- à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité afin que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée. Elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,
- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents,
- à ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- à valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,

- à faciliter le contrôle, par les services de la Métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,
- à fournir à MTPM un bilan prévu à l'article 2, attestant notamment de la réalisation du plan de financement, ainsi que le bilan financier et le compte de résultat de la structure.

Dans le cadre de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, un contrôle sur place peut être réalisé par l'administration.

L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Le respect des présentes prescriptions est impératif. A défaut, la Métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le versement des acomptes versés.

ARTICLE 8 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION PAR LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le montant de la subvention est arrêté à **20 000 €** (vingt mille euros). Il est imputé sur le budget métropolitain de l'exercice 2022.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales, et selon les modalités suivantes :

- L'acompte d'un montant de **16 000 €**, dès que la présente convention aura acquis un caractère exécutoire.
- Le solde, soit **4 000 €** sur présentation d'un bilan intermédiaire quantitatif, qualitatif et financier au 31 décembre 2022.

Le montant de la subvention est crédité, selon les modalités ci-dessus, sur le compte ouvert au nom de l'Association **EN CHEMIN** par virement bancaire.

ARTICLE 9 : LES MODIFICATIONS A LA CONVENTION

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 10 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de sa destination du financement mis à disposition sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis ni indemnité sur simple lettre de la Métropole.

La présente convention pourra en outre être dénoncée à la demande d'une des parties signataires, par lettre recommandée, moyennant un préavis de six mois à compter de la notification.

ARTICLE 11 : REVERSEMENT DE TOUT OU PARTIE DE LA SUBVENTION

En cas de non-respect par l'Association **EN CHEMIN** de ses engagements, ou en cas de résiliation intervenant dans l'un des cas fixés par l'article précédent, l'Association reversera à la Métropole les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande, sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'actions relevant de la compétence développement économique.

Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande, aux membres de la commission développement économique, et si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution. Les durées de conservation en matière de mandatement correspondent aux obligations légales en vigueur pour les questions de comptabilité publique.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant. Ce droit peut être exercé à tout moment directement : - Par courriel : donnees_personnelles@metropoletpm.fr - Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9 Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi. En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une

réclamation auprès de la CNIL : - Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes> - Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 - 75334 Paris Cedex07

ARTICLE 13 : LITIGES

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 14 : LA LEGALITE DE LA CONVENTION ET SA NOTIFICATION

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à l'association.

Fait en deux exemplaires à Toulon, le

L'Association
EN CHEMIN

Le Président,
Paul LAMBERT

La Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Le Président,
Hubert FALCO

**CONVENTION D'APPUI A LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET L'ACCES A L'EMPLOI
ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET L'ASSOCIATION
FAIRE ROUTE AVEC TOI**

Prise en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 et du décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 relatifs à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques.

ENTRE

La Métropole « Toulon Provence Méditerranée », ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, CS30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, **Monsieur Hubert FALCO** agissant en vertu de la Décision n°22/ du Bureau Métropolitain en date du 2022,

ci-après désignée *la Métropole*,

D'une part,

ET

L'Association Faire Route avec Toi, ayant son siège social, 2275, Chemin de la Gavaresse – 83220 Le Pradet, représentée par **Monsieur Dominique ZORZITTO**, en qualité de Président,

ci-après désignée *l'Association FRAT*,

D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté annoncée le 13 septembre 2018 par le Président de la République entend s'attaquer tout particulièrement à l'émergence de la pauvreté dès les premières années de la vie, garantir au quotidien les droits fondamentaux des enfants, assurer à tous les jeunes un parcours de formation leur permettant d'acquérir des compétences et de prendre leur indépendance, rendre les droits sociaux plus accessibles, plus équitables et plus incitatifs à l'activité et investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi.

Loin de se réduire à une logique de soutien aux revenus, notamment par le moyen des prestations sociales, la lutte contre la pauvreté vise « à garantir sur l'ensemble du territoire l'accès effectif de tous aux droits fondamentaux dans les domaines de l'emploi, du logement, de la protection de la santé, de la justice, de l'éducation, de la formation et de la culture, de la protection de la famille et de l'enfance ».

Pour atteindre ces objectifs, la mobilisation des acteurs de terrain est indispensable car eux seuls disposent de la connaissance des réalités locales, auxquelles les mesures et ambitions nationales doivent être ajustées. Le succès de la stratégie nationale repose sur un pilotage conduit à partir des territoires, en particulier des métropoles, désormais dotées de compétences sociales depuis la mise en œuvre de la loi NOTRe. L'ensemble des politiques publiques portées par les départements, les métropoles, l'Etat et leurs partenaires doivent ainsi s'articuler pleinement et concourir 2 à la lutte contre la pauvreté

et l'exclusion : hébergement d'urgence, emploi, formation, éducation, accès aux soins... Elles visent ainsi à redonner des opportunités à l'ensemble des personnes en situation d'exclusion sociale, au-delà de la seule insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires du revenu de solidarité active.

Dans le cadre de l'animation de ses politiques publiques en matière d'aide à l'emploi des habitants les plus fragiles, la Métropole peut apporter son concours à des associations œuvrant dans le champ de l'insertion socio-économique.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

L'Association FRAT met en œuvre auprès d'un public très éloigné de l'emploi cumulant de nombreuses problématiques et freins dans la reprise d'une activité professionnelle, des actions d'insertion, à travers des chantiers d'insertion.

Dans le cadre de sa compétence politique de la ville, la Métropole favorise les actions d'insertion par le soutien à des projets thématiques intéressant des publics en grande difficulté.

Le projet de l'Association FRAT porte sur la mise en œuvre de parcours d'insertion socioprofessionnel pour des publics très éloignés de l'emploi en précarité de logement en les faisant participer à des ateliers spécifiques durant le parcours d'insertion puis en sécurisant les personnes dans l'emploi à l'issue du parcours en chantier.

Compte tenu de l'intérêt de ce projet, la Métropole s'engage à soutenir financièrement l'action de l'Association *FRAT*.

La présente convention vise à fixer les modalités de ce soutien et à définir des priorités conjointes s'inscrivant dans le cadre de la stratégie territoriale de prévention et de lutte contre la pauvreté, déclinées sous la forme d'engagements réciproques assortis d'objectifs mesurables et d'indicateurs de résultats.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DE L'ASSOCIATION FRAT

L'Association **FRAT** s'engage à mettre en œuvre son programme d'activités 2022 et à informer Toulon Provence Méditerranée de ses réalisations et de ses projets.

Objet de l'action :

Dans le cadre de la déclinaison du Plan de Solidarité Territoriale de TPM, l'association FRAT propose des actions d'accompagnement renforcé des publics très éloignés de l'emploi par le biais d'un suivi individualisé et global ainsi que la mise en place d'ateliers thématiques spécifiques.

Enjeux 2022 :

L'Association **FRAT** met en place un accompagnement socio professionnel des publics très éloignés de l'emploi ainsi que des ateliers spécifiques aux salariés les plus en difficulté bénéficiaires de l'action.

ARTICLE 3 ÉVALUATION DE L'ACTION :

L'Association **FRAT** s'engage à procéder à la fin de l'année en cours à une évaluation de l'action sur des critères à la fois quantitatifs, qualitatifs et financiers.

L'évaluation de l'action se fera obligatoirement par la communication des informations relatives aux indicateurs suivants :

- Le public bénéficiaire de l'action (le nombre, les caractéristiques) à l'entrée, dont les personnes issues de QPV.
- Le nombre et la nature des ateliers collectifs.
- La situation du public à la sortie (emploi, logement), dont les personnes issues de QPV.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENT DE REFERENCE DE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

En vertu de la décision n° 22/ du Bureau Métropolitain en date du 2022, la Métropole s'engage à soutenir financièrement l'Association **FRAT** au cours de l'exercice 2022 par le versement d'une subvention d'un montant de **20 000 €**.

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'Association **FRAT** dans la réalisation de son projet.

ARTICLE 5 : DUREE

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

D'une façon générale, la Métropole s'engage à communiquer à l'Association **FRAT** tous les éléments administratifs et financiers nécessaires pour remplir ses missions.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

L'Association s'engage :

- à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité afin que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée. Elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,
- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents,
- à ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- à valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- à faciliter le contrôle, par les services de la Métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,

- à fournir à MTPM un bilan prévu à l'article 2, attestant notamment de la réalisation du plan de financement, ainsi que le bilan financier et le compte de résultat de la structure.

Dans le cadre de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, un contrôle sur place peut être réalisé par l'administration.

L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Le respect des présentes prescriptions est impératif. A défaut, la Métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le versement des acomptes versés.

ARTICLE 8 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION PAR LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le montant de la subvention est arrêté à **20 000 €** (vingt mille euros). Il est imputé sur le budget métropolitain de l'exercice 2022.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales, et selon les modalités suivantes :

- L'acompte d'un montant de **16 000 €**, dès que la présente convention aura acquis un caractère exécutoire.
- Le solde, soit **4 000 €** sur présentation d'un bilan intermédiaire quantitatif, qualitatif et financier au 31 décembre 2022.

Le montant de la subvention est crédité, selon les modalités ci-dessus, sur le compte ouvert au nom de l'Association **FRAT** par virement bancaire.

ARTICLE 9 : LES MODIFICATIONS A LA CONVENTION

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 10 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de sa destination du financement mis à disposition sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis ni indemnité sur simple lettre de la Métropole.

La présente convention pourra en outre être dénoncée à la demande d'une des parties signataires, par lettre recommandée, moyennant un préavis de six mois à compter de la notification.

ARTICLE 11 : REVERSEMENT DE TOUT OU PARTIE DE LA SUBVENTION

En cas de non-respect par l'Association **FRAT** de ses engagements, ou en cas de résiliation intervenant dans l'un des cas fixés par l'article précédent, l'Association reversera à la Métropole les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande, sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'actions relevant de la compétence développement économique.

Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande, aux membres de la commission développement économique, et si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution. Les durées de conservation en matière de mandatement correspondent aux obligations légales en vigueur pour les questions de comptabilité publique.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant. Ce droit peut être exercé à tout moment directement : - Par courriel : donnees_personnelles@metropoletpm.fr - Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9 Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi. En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une

réclamation auprès de la CNIL : - Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes> - Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 - 75334 Paris Cedex07

ARTICLE 13 : LITIGES

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 14 : LA LEGALITE DE LA CONVENTION ET SA NOTIFICATION

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à l'association.

Fait en deux exemplaires à Toulon, le

L'Association
Faire Route Avec Toi (FRAT)

Le Président,
Dominique ZORZITTO

La Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Le Président,
Hubert FALCO

**CONVENTION D'APPUI A LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET L'ACCES A L'EMPLOI
ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET L'ASSOCIATION
TREMLIN**

Prise en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 et du décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 relatifs à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques.

ENTRE

La Métropole « Toulon Provence Méditerranée », ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, CS30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, **Monsieur Hubert FALCO** agissant en vertu de la Décision n°22/ du Bureau Métropolitain en date du 2022,

ci-après désignée *la Métropole*,

D'une part,

ET

L'Association TREMLIN, ayant son siège social, 166, Chemin du Fort – Fort de St Elme – 83500 La Seyne sur mer, représentée par Monsieur Julien ASSANTE, en qualité de Président,

ci-après désignée l'Association **TREMLIN**,

D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté annoncée le 13 septembre 2018 par le Président de la République entend s'attaquer tout particulièrement à l'émergence de la pauvreté dès les premières années de la vie, garantir au quotidien les droits fondamentaux des enfants, assurer à tous les jeunes un parcours de formation leur permettant d'acquérir des compétences et de prendre leur indépendance, rendre les droits sociaux plus accessibles, plus équitables et plus incitatifs à l'activité et investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi.

Loin de se réduire à une logique de soutien aux revenus, notamment par le moyen des prestations sociales, la lutte contre la pauvreté vise « à garantir sur l'ensemble du territoire l'accès effectif de tous aux droits fondamentaux dans les domaines de l'emploi, du logement, de la protection de la santé, de la justice, de l'éducation, de la formation et de la culture, de la protection de la famille et de l'enfance ».

Pour atteindre ces objectifs, la mobilisation des acteurs de terrain est indispensable car eux seuls disposent de la connaissance des réalités locales, auxquelles les mesures et ambitions nationales doivent être ajustées. Le succès de la stratégie nationale repose sur un pilotage conduit à partir des territoires, en particulier des métropoles, désormais dotées de compétences sociales depuis la mise en œuvre de la loi NOTRe. L'ensemble des politiques publiques portées par les départements, les métropoles, l'Etat et leurs partenaires doivent ainsi s'articuler pleinement et concourir 2 à la lutte contre la pauvreté

et l'exclusion : hébergement d'urgence, emploi, formation, éducation, accès aux soins... Elles visent ainsi à redonner des opportunités à l'ensemble des personnes en situation d'exclusion sociale, au-delà de la seule insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires du revenu de solidarité active.

Dans le cadre de l'animation de ses politiques publiques en matière d'aide à l'emploi des habitants les plus fragiles, la Métropole peut apporter son concours à des associations œuvrant dans le champ de l'insertion socio-économique.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

L'Association **TREMLIN** met en œuvre auprès d'un public très éloigné de l'emploi cumulant de nombreuses problématiques et freins dans la reprise d'une activité professionnelle, des actions d'insertion, à travers des chantiers d'insertion.

Dans le cadre de sa compétence politique de la ville, la Métropole favorise les actions d'insertion par le soutien à des projets thématiques intéressant des publics en grande difficulté.

Le projet de l'Association **TREMLIN** porte sur la mise en œuvre de parcours d'insertion socioprofessionnel pour des publics très éloignés de l'emploi en précarité de logement en les faisant participer à des ateliers spécifiques durant le parcours d'insertion puis en sécurisant les personnes dans l'emploi à l'issue du parcours en chantier.

Compte tenu de l'intérêt de ce projet, la Métropole s'engage à soutenir financièrement l'action de l'Association **TREMLIN**.

La présente convention vise à fixer les modalités de ce soutien et à définir des priorités conjointes s'inscrivant dans le cadre de la stratégie territoriale de prévention et de lutte contre la pauvreté, déclinées sous la forme d'engagements réciproques assortis d'objectifs mesurables et d'indicateurs de résultats.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DE L'ASSOCIATION TREMLIN

L'Association **TREMLIN** s'engage à mettre en œuvre son programme d'activités 2022 et à informer Toulon Provence Méditerranée de ses réalisations et de ses projets.

Objet de l'action :

Dans le cadre de la déclinaison du Plan de Solidarité Territoriale de TPM, l'association **TREMLIN** propose des actions d'accompagnement renforcé des publics très éloignés de l'emploi par le biais d'un suivi individualisé et global ainsi que la mise en place d'ateliers thématiques spécifiques.

Enjeux 2022 :

L'Association **TREMLIN** met en place un accompagnement socio professionnel des publics très éloignés de l'emploi ainsi que des ateliers spécifiques aux salariés les plus en difficulté bénéficiaires de l'action.

ARTICLE 3 ÉVALUATION DE L'ACTION :

L'Association **TREMPIN** s'engage à procéder à la fin de l'année en cours à une évaluation de l'action sur des critères à la fois quantitatifs, qualitatifs et financiers.

L'évaluation de l'action se fera obligatoirement par la communication des informations relatives aux indicateurs suivants :

- Le public bénéficiaire de l'action (le nombre, les caractéristiques) à l'entrée, dont les personnes issues de QPV.
- Le nombre et la nature des ateliers collectifs.
- La situation du public à la sortie (emploi, logement), dont les personnes issues de QPV.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENT DE REFERENCE DE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

En vertu de la décision n° 22/ _____ du Bureau Métropolitain en date du _____ 2022, la Métropole s'engage à soutenir financièrement l'Association **TREMPIN** au cours de l'exercice 2022 par le versement d'une subvention d'un montant de **20 000 €**.

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'Association **TREMPIN** dans la réalisation de son projet.

ARTICLE 5 : DUREE

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

D'une façon générale, la Métropole s'engage à communiquer à l'Association **TREMPIN** tous les éléments administratifs et financiers nécessaires pour remplir ses missions.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

L'Association s'engage :

- à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité afin que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée. Elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,
- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents,
- à ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- à valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,

- à faciliter le contrôle, par les services de la Métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,
- à fournir à MTPM un bilan prévu à l'article 2, attestant notamment de la réalisation du plan de financement, ainsi que le bilan financier et le compte de résultat de la structure.

Dans le cadre de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, un contrôle sur place peut être réalisé par l'administration.

L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Le respect des présentes prescriptions est impératif. A défaut, la Métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le versement des acomptes versés.

ARTICLE 8 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION PAR LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le montant de la subvention est arrêté à **20 000€** (vingt mille euros). Il est imputé sur le budget métropolitain de l'exercice 2022.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales, et selon les modalités suivantes :

- L'acompte d'un montant de **16 000 €**, dès que la présente convention aura acquis un caractère exécutoire.
- Le solde, soit **4 000 €** sur présentation d'un bilan intermédiaire quantitatif, qualitatif et financier au 31 décembre 2022.

Le montant de la subvention est crédité, selon les modalités ci-dessus, sur le compte ouvert au nom de l'Association **TREMLIN** par virement bancaire.

ARTICLE 9 : LES MODIFICATIONS A LA CONVENTION

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 10 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de sa destination du financement mis à disposition sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis ni indemnité sur simple lettre de la Métropole.

La présente convention pourra en outre être dénoncée à la demande d'une des parties signataires, par lettre recommandée, moyennant un préavis de six mois à compter de la notification.

ARTICLE 11 : REVERSEMENT DE TOUT OU PARTIE DE LA SUBVENTION

En cas de non-respect par l'Association **TREMPIN** de ses engagements, ou en cas de résiliation intervenant dans l'un des cas fixés par l'article précédent, l'Association reversera à la Métropole les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande, sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'actions relevant de la compétence développement économique.

Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande, aux membres de la commission développement économique, et si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution. Les durées de conservation en matière de mandatement correspondent aux obligations légales en vigueur pour les questions de comptabilité publique.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant. Ce droit peut être exercé à tout moment directement : - Par courriel : donnees_personnelles@metropoletpm.fr - Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9 Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi. En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une

réclamation auprès de la CNIL : - Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes> - Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 - 75334 Paris Cedex07

ARTICLE 13 : LITIGES

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 14 : LA LEGALITE DE LA CONVENTION ET SA NOTIFICATION

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à l'association.

Fait en deux exemplaires à Toulon, le

L'Association
TREMPIN

Le Président,
Julien ASSANTE

La Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Le Président,
Hubert FALCO

<p align="center">CONVENTION D'APPUI A LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET L'ACCES A L'EMPLOI ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET L'ASSOCIATION PROMO SOINS</p>
--

Prise en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 et du décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 relatifs à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques.

ENTRE

La Métropole « Toulon Provence Méditerranée », ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, CS30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, **Monsieur Hubert FALCO** agissant en vertu de la **Décision n°22/** **du Bureau Métropolitain en date** du 2022,

ci-après désignée *la Métropole*,

D'une part,

ET

L'Association PROMO SOINS, ayant son siège social, Impasse Mirabeau 83000 TOULON, représentée par **Monsieur Paul CASTEL**, en qualité de Président

ci-après désignée l'*Association PROMO SOINS*,

D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté annoncée le 13 septembre 2018 par le Président de la République entend s'attaquer tout particulièrement à l'émergence de la pauvreté dès les premières années de la vie, garantir au quotidien les droits fondamentaux des enfants, assurer à tous les jeunes un parcours de formation leur permettant d'acquérir des compétences et de prendre leur indépendance, rendre les droits sociaux plus accessibles, plus équitables et plus incitatifs à l'activité et investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi.

Loin de se réduire à une logique de soutien aux revenus, notamment par le moyen des prestations sociales, la lutte contre la pauvreté vise « à garantir sur l'ensemble du territoire l'accès effectif de tous aux droits fondamentaux dans les domaines de l'emploi, du logement, de la protection de la santé, de la justice, de l'éducation, de la formation et de la culture, de la protection de la famille et de l'enfance ».

Pour atteindre ces objectifs, la mobilisation des acteurs de terrain est indispensable car eux seuls disposent de la connaissance des réalités locales, auxquelles les mesures et ambitions nationales doivent être ajustées. Le succès de la stratégie nationale repose sur un pilotage conduit à partir des territoires, en particulier des métropoles, désormais dotées de compétences sociales depuis la mise en œuvre de la loi NOTRe. L'ensemble des politiques publiques portées par les départements, les métropoles, l'Etat et leurs partenaires doivent ainsi s'articuler pleinement et concourir à la lutte contre la pauvreté

et l'exclusion : hébergement d'urgence, emploi, formation, éducation, accès aux soins... Elles visent ainsi à redonner des opportunités à l'ensemble des personnes en situation d'exclusion sociale, au-delà de la seule insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires du revenu de solidarité active.

Dans le cadre de l'animation de ses politiques publiques en matière d'aide à l'emploi des habitants les plus fragiles, la Métropole peut apporter son concours à des associations œuvrant dans le champ de l'insertion socio-économique.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIV :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

L'Association **PROMO SOINS** a pour objectif de faciliter l'accès aux soins et l'insertion par la santé des publics fragiles en situation de grande précarité. L'accompagnement en matière de soins et de prévention permet aux personnes de retrouver un état de santé stabilisé permettant de se maintenir en hébergement ou en logement, de commencer à élaborer des projets de vie sociale et professionnelle, un retour à la citoyenneté et de cheminer vers une meilleure inclusion sociale par un retour également de la confiance en soi.

Dans le cadre de sa compétence politique de la ville, la Métropole favorise les actions d'insertion par le soutien à des projets thématiques intéressant des publics en grande difficulté.

Le projet de l'Association **PROMO SOINS** porte sur une action médico-sociale destinée aux personnes en difficulté d'accès aux droits et à la santé, et sur un partenariat avec les SIAE mettant en place des actions sur l'axe hygiène/santé dans le cadre du Plan de Solidarité Territoriale.

Compte tenu de l'intérêt de ce projet, la Métropole s'engage à soutenir financièrement l'action de l'Association **15 000 euros**.

La présente convention vise à fixer les modalités de ce soutien et à définir des priorités conjointes s'inscrivant dans le cadre de la stratégie territoriale de prévention et de lutte contre la pauvreté, déclinées sous la forme d'engagements réciproques assortis d'objectifs mesurables et d'indicateurs de résultats.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DE L'ASSOCIATION PROMO SOINS

L'Association **PROMO SOINS** s'engage à mettre en œuvre son programme d'activités 2022 et à informer Toulon Provence Méditerranée de ses réalisations et de ses projets.

Objet de l'action :

Dans le cadre de la déclinaison du Plan de Solidarité Territoriale de TPM, l'association **PROMO SOINS** propose une action médico-sociale offrant aux personnes en difficulté d'accès aux droits et à la santé, la possibilité de bénéficier de permanences d'assistantes sociales pour des bilans de situation et des ouvertures de droits (droits de sécurité sociale et revenus, à l'hébergement et au logement...) et l'accès à des soins délivrés par des professionnels médicaux et paramédicaux salariés et bénévoles.

En parallèle, l'association **PROMO SOINS** s'engage à aider les ACI engagées dans des actions du Plan de Solidarité Territoriale visant le public précaire, en les accompagnant dans le développement d'ateliers sur l'axe hygiène/santé.

Enjeux 2022 :

L'Association **PROMO SOINS** met en place une permanence d'accès aux droits combinée à une permanence d'accès aux soins de proximité : l'Espace Santé Mirabeau.

Cet espace de soins de proximité va permettre d'offrir un accès aux soins à ceux qui en sont exclus et une prise en charge globale dans chacune des actions, une réappropriation des droits aux soins qui ouvre aux personnes, même précarisées, un accès au système public de soins, de promouvoir un accompagnement personnalisé et adapté de la personne, de promouvoir la santé comme un droit fondamental par le biais de l'information, la prévention et l'éducation.

En parallèle, l'association **PROMO SOINS** met son expertise au service des ACI engagées dans des actions du Plan Pauvreté visant le public précaire, en les accompagnant dans le développement de leurs ateliers.

ARTICLE 3 ÉVALUATION DE L'ACTION :

L'Association **PROMO SOINS** s'engage à procéder à la fin de l'année en cours à une évaluation de l'action sur des critères à la fois quantitatifs, qualitatifs et financiers.

L'évaluation de l'action se fera obligatoirement par la communication des informations relatives aux indicateurs suivants :

- Le public bénéficiaire de l'action (le nombre, les caractéristiques) à l'entrée, dont les personnes issues de QPV.
- Le nombre et la nature des permanences/ et des ateliers auprès des ACI.
- La situation du public à la sortie (santé, insertion), dont les personnes issues de QPV.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENT DE REFERENCE DE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

En vertu de la décision du Bureau Métropolitain n° 22/ en date du 2022, la Métropole s'engage à soutenir financièrement l'Association **PROMO SOINS** au cours de l'exercice 2022 par le versement d'une subvention d'un montant de **15 000 €**.

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'Association **PROMO SOINS** dans la réalisation de son projet.

ARTICLE 5 : DUREE

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

D'une façon générale, la Métropole s'engage à communiquer à l'Association **PROMO SOINS** tous les éléments administratifs et financiers nécessaires pour remplir ses missions.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

L'Association s'engage :

- à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité afin que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée. Elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,
- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents,
- à ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- à valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- à faciliter le contrôle, par les services de la Métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,
- à fournir à MTPM un bilan prévu à l'article 2, attestant notamment de la réalisation du plan de financement, ainsi que le bilan financier et le compte de résultat de la structure.

Dans le cadre de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, un contrôle sur place peut être réalisé par l'administration.

L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Le respect des présentes prescriptions est impératif. A défaut, la Métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le versement des acomptes versés.

ARTICLE 8 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION PAR LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le montant de la subvention est arrêté à **15 000 €** (quinze mille euros). Il est imputé sur le budget métropolitain de l'exercice 2022.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales, et selon les modalités suivantes :

- L'acompte d'un montant de **12 000 €**, dès que la présente convention aura acquis un caractère exécutoire.
- Le solde, soit **3 000 €** sur présentation d'un bilan intermédiaire quantitatif, qualitatif et financier au 31 décembre 2022.

Le montant de la subvention est crédité, selon les modalités ci-dessus, sur le compte ouvert au nom de l'Association **PROMO SOINS** par virement bancaire.

ARTICLE 9 : LES MODIFICATIONS A LA CONVENTION

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 10 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de sa destination du financement mis à disposition sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis ni indemnité sur simple lettre de la Métropole.

La présente convention pourra en outre être dénoncée à la demande d'une des parties signataires, par lettre recommandée, moyennant un préavis de six mois à compter de la notification.

ARTICLE 11 : REVERSEMENT DE TOUT OU PARTIE DE LA SUBVENTION

En cas de non-respect par l'Association **PROMO SOINS** de ses engagements, ou en cas de résiliation intervenant dans l'un des cas fixés par l'article précédent, l'Association reversera à la Métropole les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande, sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'actions relevant de la compétence développement économique.

Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande, aux membres de la commission développement économique, et si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution. Les durées de conservation en matière de mandatement correspondent aux obligations légales en vigueur pour les questions de comptabilité publique.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant. Ce droit peut être exercé à tout moment directement : - Par courriel : donnees_personnelles@metropoletpm.fr - Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9 Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi. En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL : - Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes> - Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 - 75334 Paris Cedex07

ARTICLE 13 : LITIGES

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 14 : LA LEGALITE DE LA CONVENTION ET SA NOTIFICATION

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à l'association.

Fait en deux exemplaires à Toulon, le

L'Association
PROMO SOINS

Le Président,
Paul CASTEL

La Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Le Président,
Hubert FALCO

